

Initiatives ministérielles

Pas étonnant que le Canada soit considéré comme le pays où il fait le mieux vivre. N'importe quel pays peut faire cela tant qu'il peut obtenir du crédit et qu'il est prêt à hypothéquer les générations futures. Profitez-en. Ayez une bonne vie. Arrangez-vous pour avoir une bonne note des Nations Unies. Ce n'est pas grave s'il vous faut emprunter pour cela. Ces jeunes gens ne peuvent pas encore voter. Je trouve que c'est le comble du cynisme. C'est incroyable que la question ne soit pas soulevée. On nous avait promis un livre blanc sur la réforme des pensions, mais nous n'avons rien eu. Le gouvernement est trop timide pour soulever la question. C'est un des grands scandales que nous vivons dans le moment.

Il faudra encore 20 ans avant que l'état ne commence à se resserrer, mais ce n'est rien 20 ans. Pourtant, on ne discute pas du problème. Lorsqu'il est question de ce terrible héritage que nous laissons à nos enfants, à nos petits-enfants et aux générations qui ne sont pas encore nées, on nous dit: «Oh! non, nous ne pouvons pas être trop durs envers les Canadiens qui reçoivent 50 000 \$ par année en prestations de sécurité de la vieillesse parce que nous avons promis de les épargner.»

Nous pourrions demander aux pensionnés canadiens qui font plus de 50 000 \$ par année aujourd'hui: «Savez-vous quel genre de fardeau votre génération et la génération qui siège à la Chambre sont en train de laisser à vos enfants et à vos petits-enfants? Ne croyez-vous pas que nous devrions tous unir nos efforts pour essayer d'alléger ce fardeau?» Lorsque je parle à des gens et que je leur pose ces questions, ils disent tous qu'ils sont prêts à accepter une petite réduction de leur revenu. Il n'en faudrait pas plus. Le FMI et tous ceux qui examinent ces chiffres soutiennent qu'il ne faudrait pas faire des sacrifices énormes pour améliorer la situation.

Mais, que fait le premier ministre? Probablement sans consulter personne, il s'engage, au nom de son gouvernement, à ne jamais faire ce qui, de l'avis de tout le monde, est nécessaire, y compris de l'avis des Canadiens qui disent que nous devrions agir parce que ce n'est pas juste d'imposer un tel fardeau aux générations futures, à nos enfants, à nos petits-enfants.

Pour conclure mon analyse de la recommandation prébudgétaire du gouvernement, permettez-moi de signaler que les opinions que j'ai exprimées sont partagées par un grand nombre de témoins qui ont comparu devant le Comité des finances. Elles reflètent les préoccupations de ceux qui sont en faveur de la préservation du filet de sécurité sociale de notre pays. Je suis certain qu'elles sont partagées par un vaste pourcentage de la population. Je suis vraiment désolé que le ministre des Finances, le Cabinet et les députés libéraux de l'arrière-ban n'en tiennent pas compte. Ce serait si bon pour le Canada s'ils nous écoutaient!

• (1235)

M. Wayne Easter (Malpègue, Lib.): Monsieur le Président, je trouve plutôt intéressant de prendre la parole après le discours incendiaire que je viens d'entendre. Je tiens à dire au député que le gouvernement ne se contente pas d'écouter le FMI et d'appliquer ses directives. Il écoute aussi les Canadiens et essaie de répondre à leurs besoins dans le budget qu'il propose.

Je vais commencer par remercier les membres du Comité permanent des finances pour les efforts qu'ils ont déployés en tenant des consultations prébudgétaires à la grandeur du pays. Le 27 novembre, le comité des finances tenait des audiences dans ma province, l'Île-du-Prince-Édouard. De nombreux groupes et particuliers ont ainsi eu la possibilité d'exprimer leur point de vue sur l'orientation que le gouvernement doit donner au budget de 1996. Leurs opinions aideront certainement le comité dans la préparation de ses recommandations au ministre. Je remercie les habitants de l'île qui se sont donné la peine de rédiger et de présenter des mémoires.

La table ronde de Charlottetown a indéniablement permis de prendre connaissance de nombreuses opinions et recommandations provenant de tous les milieux. Il est donc indispensable que le gouvernement soit attentif au contenu des mémoires qui ont été présentés. Nous devons trouver le juste milieu entre la réduction du déficit, qui représente une tâche énorme, et nos responsabilités envers tous les Canadiens. Je voudrais citer quelques extraits de ces mémoires, car les opinions qui y sont exprimées vont de la droite à la gauche du spectre politique.

La Chambre de commerce de Charlottetown a affirmé qu'«il faut réduire le déficit plus rapidement en fixant des buts sévères mais réalistes, qui soient établis clairement et atteints». Les auteurs précisent ensuite qu'on «pourrait mettre plus de 25 ans à réaliser le programme. Comme nous avons dépensé à outrance pendant 20 ans avant d'en arriver où nous en sommes, un tel calendrier pour l'élimination de la dette serait approprié et faisable.» La Chambre de commerce faisait ensuite quatre propositions: la poursuite de la privatisation, l'harmonisation de la TPS et de la taxe provinciale, l'élimination des recoupements dans les champs de compétence et la modification du système de production de déclarations de revenus pour adopter, par exemple, un système sur deux ou trois ans, ce qui économiserait de l'argent.

À l'autre extrémité du spectre, on a entendu la proposition de John Eldon Green, dont je veux aussi vous rapporter les propos. Il a dit: «Je ne suis pas de ceux qui croient qu'il est possible de résoudre les problèmes suivant le calendrier serré du ministre des Finances et de ceux qui l'entourent ou, bien sûr, de l'ensemble des milieux financiers du Canada. Je crois qu'il faut nous tirer de nos dettes de la même façon que nous les avons contractées, soit lentement, graduellement et à long terme. Ce qu'on essaie de faire actuellement est tout à fait contre-indiqué du point de vue de la création d'emplois et de la croissance.» C'est son avis.

M. Green poursuit ainsi: «Pour moi, l'enjeu consiste à savoir combien d'argent il y a au Canada, et quelle est la somme qu'on pourrait laisser aux Canadiens, aux gouvernements et aux autres pays. Nos frontières doivent rester ouvertes pour le commerce, mais je n'aime pas voir les gens autour de moi perdre leur emploi ou leur entreprise au nom du commerce mondial et avec des bénéficiaires sous-taxés. Je ne connais pas les chiffres exacts, mais à Ottawa, de nos jours, c'est tout ce qui semble compter.» C'est un point de vue valable.

On s'entend pour dire que les gouvernements devraient se fixer des objectifs. En tant que gouvernement, on doit aussi reconnaître que, si l'on atteint ces objectifs au détriment des